

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 45622C
Inscrit le 8 février 2021

Audience publique du 3 juin 2021

**Requête en relevé de forclusion formée par
Monsieur (A), ...,
par rapport à un jugement du tribunal administratif
du 16 décembre 2020 (n° 43040 du rôle)
ayant statué sur son recours contre une décision
du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 45622C du rôle, déposée au greffe de la Cour administrative le 8 février 2021 par Maître Isabelle ALTMANN, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur (A), incarcéré au ... de ... à ..., tendant à être relevé de la forclusion du délai d'appel ayant couru par rapport au jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 16 décembre 2020 (n° 43040 du rôle) l'ayant débouté de son recours tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision sur réclamation du directeur de l'administration des Contributions directes du 1^{er} mars 2019 en matière d'impôt sur le revenu;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 3 mars 2021;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 1^{er} avril 2021 par Maître Isabelle ALTMANN au nom de Monsieur (A);

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2021;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement de référence;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Isabelle ALTMANN en ses observations orales en la chambre du conseil de la Cour administrative du 20 mai 2021.

Par jugement du 16 décembre 2020, le tribunal administratif débouta Monsieur (A) de son recours tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision sur réclamation du directeur de l'administration des Contributions directes du 1^{er} mars 2019 en matière d'impôt sur le revenu.

Ce jugement fut envoyé le même jour par le greffe du tribunal administratif par lettre recommandée au domicile élu de Monsieur (A) en l'étude de son avocat de l'époque, Maître Sandro LUCI.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 8 février 2021, Maître Isabelle ALTMANN, avocat à la Cour, nommée en remplacement de Maître Sandro LUCI, a déposé, au nom de Monsieur (A), une demande tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai pour appeler valablement le jugement du 16 décembre 2020.

A l'appui de sa demande, Monsieur (A) fait exposer que son mandataire précédent, Maître LUCI, n'aurait pas eu notification du jugement par lettre recommandée et n'aurait pas non plus eu d'avis de passage de l'agent des postes. Ce dernier n'aurait réceptionné le jugement qu'après le 4 janvier 2021 par lettre simple. Il lui aurait alors envoyé une copie du jugement avec la précision que le délai d'appel de 40 jours ne commencerait à courir qu'à partir de la notification qui serait faite à lui en personne. Maître LUCI aurait ensuite déposé son mandat vers la mi-janvier 2021.

Par courrier du 22 janvier 2021, son mandataire actuel aurait été désigné par le Barreau de Luxembourg en remplacement de Maître LUCI. Dès réception de ce courrier le 25 janvier 2021, il aurait adressé un courrier à son nouveau mandataire, l'informant qu'il souhaitait interjeter appel contre le jugement du 16 décembre 2020. Son nouveau mandataire n'aurait pu prendre connaissance de ce courrier, lui parvenu le 28 janvier 2021, qu'en date du 29 janvier 2021, n'ayant pas été présent à son étude le 28 janvier 2021.

Son mandataire, après avoir contacté son prédécesseur qui lui aurait expliqué qu'il n'aurait eu notification du jugement que par lettre simple après le 4 janvier 2021, sans pouvoir lui donner une date de notification exacte, aurait contacté le 3 février 2021 le greffe du tribunal administratif qui l'aurait informé que le jugement du 16 décembre 2020 aurait été notifié au mandataire de Monsieur (A) le 17 décembre 2020. Le courrier recommandé n'ayant pas pu être remis au destinataire et n'ayant pas été réclamé à la poste dans le délai imparti, aurait donc été retourné au tribunal administratif, qui aurait alors procédé à un deuxième envoi recommandé, également retourné, et finalement à un envoi par courrier simple.

Lors de son premier rendez-vous par visioconférence avec son nouveau mandataire le 4 février 2021, il lui aurait encore une fois demandé d'interjeter appel contre le jugement du 16 décembre 2020.

Le requérant souligne avoir été surpris que son avocat ait déposé le mandat sans avertissement, après lui avoir envoyé le jugement la semaine du 18 janvier 2021.

Son mandataire actuel, n'ayant eu connaissance du jugement qu'en date du 29 janvier 2021 et persuadé que le délai d'appel aurait commencé à courir le 17 décembre 2020 pour expirer le 26 janvier 2021, se serait vu contraint d'introduire une requête en relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai lui imparti pour interjeter appel contre le jugement du 16 décembre 2020.

En droit, Monsieur (A) entend baser sa demande sur l'article 1^{er} de la loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice.

Il fait valoir principalement qu'il aurait été matériellement dans l'impossibilité d'agir en justice dans le délai imparti. Il n'aurait eu connaissance du jugement que la semaine du 18 janvier 2021. Les courriers qu'il aurait adressés en janvier 2021 à son mandataire précédent seraient restés sans réponse et il aurait été surpris par le dépôt de mandat inattendu de ce dernier juste après l'envoi du jugement.

En outre, il aurait été persuadé, suite à l'information lui communiquée par son ancien avocat, que le délai d'appel ne commencerait à courir qu'à partir de la notification qui lui en est faite en personne. Or, à la date du 4 février 2021, il aurait toujours été en attente d'une telle notification.

Il estime avoir été jusque-là dans l'impossibilité d'agir, alors qu'il ne pouvait interjeter appel sans mandataire.

Ce ne serait qu'en date du 25 janvier 2021, soit un jour avant l'expiration du délai pour interjeter appel, qu'il aurait été informé par le Barreau de Luxembourg de la désignation de son nouvel avocat. Il l'aurait aussitôt contacté par courrier pour le charger de faire appel. Il rappelle dans ce contexte qu'il est détenu au Centre pénitentiaire, ce qui ne faciliterait pas la prise de contact avec son mandataire.

Il considère qu'il aurait entrepris toutes les diligences nécessaires en temps utile avant l'expiration du délai légal lui imparti, de sorte qu'aucune faute ne pourrait être retenue dans son chef. Son courrier n'étant parvenu à son nouvel avocat qu'après l'expiration du délai pour faire appel, ce dernier se serait également trouvé dans l'impossibilité d'agir en temps utile.

En ordre subsidiaire, Monsieur (A) fait valoir qu'il n'aurait pas eu connaissance du jugement en temps utile. Ainsi, il n'aurait eu connaissance du jugement du 16 décembre 2020 qu'au cours de la semaine du 18 janvier 2021, après réception de l'envoi qui lui en aurait été fait par son ancien avocat, qui affirmerait n'en avoir eu notification par lettre simple qu'après le 6 janvier 2021. Il aurait ainsi pris connaissance de l'acte à une date très proche de l'expiration du délai d'appel, ce qui ne lui aurait pas permis d'agir avant l'expiration du délai, sans qu'il y ait faute de sa part. Son mandataire actuel, désigné le 22 janvier 2021 par le Barreau de Luxembourg, n'aurait eu connaissance du jugement que le 29 janvier 2021, soit après l'expiration du délai d'appel.

Le requérant demande partant à se voir relevé de la déchéance du délai lui imparti par l'article 38, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives pour faire appel contre le jugement du tribunal administratif du 16 décembre 2020.

Le délégué du gouvernement demande à voir déclarer la requête en relevé de la déchéance irrecevable, sinon non fondée.

Il soutient que le requérant aurait admis que son ancien mandataire avait reçu notification du jugement par lettre simple le 6 janvier 2021, soit avant le dépôt de son mandat, et qu'il l'aurait envoyé au requérant. Le délai de quinze jours prévu par la loi pour introduire une requête en relevé de forclusion aurait ainsi commencé à courir le 6 janvier pour expirer le 21 janvier 2021, de sorte que la requête du 8 février 2021 aurait été déposée tardivement et la demande serait partant irrecevable.

Au fond, le délégué fait valoir que le comportement fautif d'un avocat ne serait pas de nature à justifier une demande en relevé de la déchéance.

L'article 1^{er} de la loi précitée du 22 décembre 1986 dispose comme suit :

« Si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité à agir ».

L'article 3 de la même loi dispose que la demande en relevé de la forclusion *« n'est recevable que si elle est formée dans les quinze jours à partir du moment où l'intéressé a eu connaissance de l'acte faisant courir le délai ou à partir de celui où l'impossibilité d'agir a cessé »*.

Il ressort des documents officiels relatifs à la notification du jugement, et plus particulièrement de l'avis de passage rempli par l'agent des postes, que l'étude du mandataire précédent du requérant a été avisée le 17 décembre 2020 et qu'à la date du 29 décembre 2020, le pli contenant le jugement, envoyé par courrier recommandé avec accusé de réception, n'avait pas été retiré, de sorte qu'il a été retourné à l'expéditeur avec la mention *« non réclamé »*.

En application de l'article 34, paragraphe 6, de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la notification du jugement du 16 décembre 2020 doit être considérée comme étant intervenue à la date où le mandataire du requérant a été avisé de la sorte, soit à la date du 17 décembre 2020, cet élément n'ayant pas été sérieusement contesté par le requérant.

Il s'ensuit que le délai légal de 40 jours prévu en la matière pour faire appel a commencé à courir le 17 décembre 2020 et a expiré le 26 janvier 2021.

Il ressort encore des éléments du dossier que le greffe du tribunal administratif a renotifié le jugement par simple lettre au mandataire précédent de Monsieur (A), qui affirme l'avoir reçu après le 4 janvier, sinon vers le 6 janvier 2021 et qui a ensuite envoyé, par un courrier daté du 12 janvier 2021, une copie du jugement à Monsieur (A) au Centre Pénitentiaire, en lui indiquant erronément que le délai d'appel ne commençait à courir qu'à partir de la notification du jugement à sa personne.

Or, en toute occurrence, la requête en relevé de forclusion a été formée plus de quinze jours après que le requérant a eu ou a pu avoir connaissance de la notification du 17 décembre 2020. En effet, la renotification du jugement par courrier simple par le greffe du tribunal administratif après le renvoi le 31 décembre 2020 par le bureau des postes du courrier recommandé non réclamé, que l'ancien mandataire du requérant aurait réceptionné après le 4 janvier 2021, soit vers le 6 janvier 2021, aurait dû renseigner ce dernier, en tant que professionnel de la postulation, qu'il a dû y avoir une notification antérieure, et doit être regardée en l'occurrence comme point de départ du délai de 15 jours figurant à l'article 3 de la loi précitée du 22 décembre 1986, dans lequel la requête en relevé de forclusion aurait dû être déposée au greffe de la Cour.

Que l'on considère la notification valablement faite à la date du 17 décembre 2020 ou la réception du jugement par lettre simple vers le 6 janvier 2021 faisant courir le délai de quinze jours, dans l'une et dans l'autre hypothèse, la requête en relevé de forclusion du 8 février 2021 est à déclarer irrecevable.

Pour le surplus, la Cour est amenée à constater que si le délai d'appel a expiré en l'espèce à la date du 26 janvier 2021, sans qu'un appel ait été interjeté en temps utile, cela est dû au fait que l'ancien mandataire de Monsieur (A), avisé le 17 décembre 2020 du passage de l'agent des postes, n'a pas retiré l'envoi recommandé dans le délai lui imparti et qu'il a, lorsqu'il a reçu notification du jugement par lettre simple de la part du greffe du tribunal administratif, envoyé une copie de ce jugement à son mandant au Centre pénitentiaire en informant mal ce dernier quant au point de départ du délai d'appel et qu'il a ensuite déposé son mandat, alors qu'il aurait du savoir, en tant que professionnel de la postulation, qu'il a dû y avoir une notification antérieure qui a fait courir le délai.

Si Monsieur (A) n'a ainsi effectivement pas eu personnellement connaissance du jugement en temps utile pour faire entreprendre les démarches nécessaires pour faire relever appel de ce jugement, ce défaut de connaissance est imputable à une erreur commise par son mandataire judiciaire de l'époque.

Ainsi, si un appel n'a pas pu être interjeté en l'espèce en temps utile, cela est entièrement dû à la négligence voire à l'ignorance du précédent mandataire de Monsieur (A).

Or, il est de jurisprudence constante que la négligence de l'intermédiaire chargé d'agir ne justifie pas un relevé de forclusion (Cour adm. 3 avril 2001, n° 12784C du rôle, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 294 et autres références y citées).

Admettre le raisonnement adverse impliquerait que toute partie appelante devrait être relevée de la déchéance, quelle que soit la cause justificative de l'inaction du professionnel concerné, ce qui reviendrait à outrepasser sans cause légitime des délais par ailleurs fixés à titre obligatoire par le législateur, le relevé de déchéance étant à interpréter de façon restrictive, vu son caractère exceptionnel, suivant la loi précitée du 22 décembre 1986.

Il s'ensuit que l'impossibilité d'agir n'est pas non plus vérifiée en l'espèce.

La requête en relevé de forclusion est partant à rejeter.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties;

rejette la requête en relevé de forclusion;

laisse les dépens afférents à charge du requérant.

Ainsi délibéré et jugé par:

Henri CAMPILL, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour

s. ...

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 3 juin 2021

Le greffier de la Cour administrative